

Reconquista

Samizdat de combat identitaire

Janvier 2008

Douce France, etc.

Décès de Louis de Cazenave



Louis de Cazenave, l'un des deux derniers Poilus de la Première Guerre mondiale, est décédé dimanche 20 janvier, à son domicile de Brioude, dans la Haute-Loire.

Né le 16 octobre 1897, Louis de Cazenave était le doyen des Poilus survivants. Engagé en 1916, il avait été enrôlé au 5^e bataillon sénégalais de décembre 1916 à septembre 1917 et a connu le Chemin des Dames, l'une des offensives les plus meurtrières de l'armée française. Louis de Cazenave avait déclaré il y a quelques mois vouloir que ses obsèques se déroulent « dans la simplicité ».

Le dernier ancien combattant de la Grande Guerre en vie est Lazare Ponticelli, né le 7 décembre 1897. Lazare Ponticelli a lui aussi indiqué à plusieurs reprises, contre la volonté affirmée de la République, qu'il refusait des « obsèques solennelles », estimant que « ce serait un affront à ceux qui sont morts avant moi ».

Avec quelque 30 millions de victimes sur l'ensemble des théâtres européens d'opération (8 millions de morts et 22 millions de blessés et d'invalides), la *Der des der* marque le début du lent suicide du Vieux Continent. Le second conflit mondial – qui forme avec le premier ce que Dominique Venner a appelé la « Guerre civile européenne de 30 ans » – aboutira en 1945 à la vassalisation de l'ensemble des nations européennes aux deux super-puissances, puis à l'hyper-puissance à partir des années 90, et leur subordination aux diktats cosmopolites.

H.D. □

Attali et les autres : Multi-ethniquement correct

Une des propositions phare du rapport commandé par Sarkozy à la commission présidée par Jacques Attali est la relance de la croissance par l'immigration. Rien que ça ! Pour l'ancien sherpa de François Mitterrand, l'immigration, facteur de développement de la population est, en tant que telle, nécessairement créatrice de richesses. Une position somme toute logique lorsqu'on lit les récents propos d'Attali dans *La Tribune* : « La France a besoin d'immigration. Il faut s'ouvrir aux travailleurs d'Europe de l'Est, aux Chinois, aux pays d'Afrique. Sans cela, toutes nos belles discussions sur le financement des retraites n'auront pas de sens. » (*La Tribune*, 13 novembre 2007). Il est évident que ce monsieur ne vit pas dans le même monde que les millions de Français qui subissent chaque jour de plein fouet les conséquences désastreuses de l'immigration-invasion. Il n'a aucune idée, lui dont les bureaux sont situés rue du Faubourg Saint-Honoré, ce qu'est le quotidien en banlieue, ce qu'est la vie d'un chômeur, les attentes interminables dans les centres ANPE, sans parler du racket et de la peur provoquée par les bandes immigrées.

L'immigration, la France en crève depuis des décennies. Car, l'immigration, c'est surtout aujourd'hui une véritable colonisation de peuplement qui a déjà profondément modifié le visage de la France. Vouloir continuer dans cette voie c'est assassiner notre identité ethnoculturelle.

Et pourtant, dans le même temps, certains, au sein de la droite nationale, militent désormais pour une hypothétique "réconciliation" entre Français de souche et « Français de branche » d'origine extra-européenne. Une réconciliation censée se faire autour de l'attachement aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité de la République française... C'est-à-dire autour d'une conception de la France républicaine et métissée qui est aux antipodes de notre vision de l'homme, enraciné dans ses communautés naturelles et historiques. Sans parler du fait que, pour se "réconcilier" et bâtir un avenir ensemble, encore faut-il partager un destin commun. Or, quand je croise dans la rue les visages de "citoyens" fraîchement naturalisés ou devenus automatiquement Français par la magie du droit du sol, j'ai vraiment du mal à les considérer comme faisant partie de mon peuple.

Les "réconciliateurs" ont beau prétendre qu'ils restent de farouches opposants à l'immigration et au mondialisme, il n'en reste pas moins qu'ils se font, *volens nolens*, les complices d'un mondialiste tel que Jacques Attali en niant l'importance du facteur ethnique tout en acceptant la présence – et en souhaitant une utopique assimilation – de populations d'origine extra-européenne sur notre sol. Opposés sur la question économique, ils n'en partagent pas moins une même vision artificielle et désincarnée de l'identité.

Fabrice Robert □

Deuxième sommet Europe-Afrique de Lisbonne : Oh ! Les beaux droits-de-l'hommistes...

Le deuxième sommet Europe-Afrique qui vient de se tenir à Lisbonne au Portugal, a réuni l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne et des 53 pays africains. L'incontournable Nicolas Sarkozy avait naturellement fait le déplacement.

Pourtant interdit d'entrée en Europe, le dirigeant zimbabwéen Robert Mugabe a participé le plus officiellement du monde au sommet de Lisbonne. Poids lourd des droits de l'homme à la mode africaine, Mugabe est directement responsable de l'état de chaos que connaît son pays : inflation de 5000 % par an, famine chronique – alors que la Rhodésie était largement exportatrice de produits alimentaires –, spoliation et massacre des fermiers blancs – ceci expliquant cela –, exode de plus de trois millions de ses compatriotes noirs, destruction des bidonvilles de la capitale sans relogement de leurs 700 000 habitants, élections truquées, torture et assassinat des membres de l'opposition, libertés politiques et économiques inexistantes, villes et campagnes livrées aux bandes prédatrices, corruption généralisée... Il ne semble pas que M. Nicolas Sarkozy, que l'on connaît par ailleurs intraitable sur le respect des droits de l'homme, ait été particulièrement contristé d'un tel voisinage. Pourtant, l'hôte élyséen tenait une occasion rêvée de dénoncer une nouvelle fois – qui plus est sur la scène internationale – « *le visage de la bêtise et de la haine* ». Mais sans doute réserve-t-il cette formule choc à d'autres cibles.

Le deuxième sommet Europe-Afrique aurait dû se dérouler en juin 2003. A l'époque, les chefs d'Etats et de gouvernements européens, qui n'avaient pas souhaité la présence de M. Mugabe, ont vu l'ensemble de leurs homologues africains voler au secours du dictateur. Boycotté par une Afrique unanime, le sommet fut annulé. Cet épisode ne rend-il pas étonnamment pluriel ce fameux « *visage de la bêtise et de la haine* »?... Sur fond d'atermoiements européens, le Premier ministre britannique sauva à Lisbonne l'honneur du Vieux Continent en refusant de participer à un sommet pollué par la présence du Zimbabwéen. La délégation britannique à la conférence ne s'est ainsi composée que d'un modeste secrétaire d'Etat aux Affaires africaines.

Autre champion des droits de l'homme *african style*, le colonel Kadhafi était également de la partie, débarquant tout juste de Paris où il venait d'être chaleureusement reçu par son ami Sarkozy. Le président français avait pris la précaution de laisser sa secrétaire aux droits de l'homme à la maison, laquelle, par quelque formule maladroite, aurait encore pu inutilement froisser ce grand ami de la France et du MEDEF, alors même que les Etats-

Unis, modèle de M. Sarkozy en de nombreuses matières dont celle des droits de l'homme, s'apprêtent à effacer la Libye de la liste des Etats voyous.

La rencontre en marge du sommet entre MM. Nicolas Sarkozy et Paul Kagame mérite une mention très spéciale. Le leader rwandais est un homme qui souffre et il s'en est ouvert sans détour au président français. Objet du ressentiment du grand démocrate de l'Afrique des Grands lacs ? Les injustes soupçons que la France fait peser sur lui et sur son entourage au sujet de l'attentat qui coûta la vie au président Habyarimana en avril 1994, et qui déclencha le génocide des Tutsis – huit cent mille morts, selon l'ONU... –.

En novembre 2006, le Rwanda a rompu ses relations diplomatiques avec la France après que le juge français Jean-Louis Bruguière eut émis neuf mandats d'arrêt contre des proches du président Kagame. Dans un discours prononcé à huis clos au cours d'une séance plénière consacrée à la paix et la sécurité, le chef de l'Etat français a, pour complaire à son homologue rwandais, esquissé un pas de deux vers une nouvelle repentance de la France : « *Nous n'avons pas toujours su prévenir ou arrêter des drames innommables. Je pense au Rwanda et à son génocide qui nous oblige à réfléchir, France comprise, à nos faiblesses ou nos erreurs* ».

En juillet dernier, le ministre rwandais des Affaires étrangères avait estimé qu'une normalisation pourrait se faire « *très rapidement* » avec Paris et avait rendu hommage à la « *nouvelle attitude* » de la France depuis l'élection du président Sarkozy. Il avait toutefois ajouté que les poursuites françaises contre des proches du président Kagame empêchaient toujours de renouer des relations diplomatiques. Sarkozy a chargé son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, d'aplanir « *au plus vite* » « *un certain nombre de choses* » entre Paris et Kigali. On devine la suite.

Cette galerie de droits-de-l'hommistes invétérés serait incomplète – elle le restera, la liste étant trop longue... – si l'on oubliait de saluer la présence à Lisbonne d'Abdelaziz Bouteflika. Un Bouteflika toujours rouge du sang des 150 000 harkis et de milliers d'Européens égorgés par le FLN en mars 62. Qu'importe, puisque c'était précisément la couleur du tapis déroulé sous ses pieds à son arrivée dans la capitale portugaise. Lors de la visite du chef de l'Etat en Algérie quelques jours plus tôt, Abdelaziz et Nicolas avaient déjà eu l'occasion de converser longuement. L'amitié, ça s'entretient.

Henri Dubost ☐

L'inexorable suicide de l'Europe

L'administration bruxelloise admet officiellement qu'il entre chaque année dans l'Union européenne, quelque 550 000 immigrés en provenance d'Afrique, du Moyen-Orient et de la Chine, plus des Sud-Américains andins. En réalité, il s'agit du double, c'est-à-dire plus d'un million. Nous allons voir brièvement ce qu'il en est pays par pays.

L'Italie tient la palme ces temps-ci. Il a fallu pour qu'on le sache, qu'un Tzigane agresse, viole et tue une jeune Italienne. Rome, alors, s'est vue contrainte de révéler que l'Italie, un pays encore plus mal gouverné que la France, ce qui n'est pas peu dire, compte désormais 3,7 millions d'immigrés, chiffre officiel, que 700 000 nouveaux arrivants ont été enregistrés en 2006 et que 560 000 Tziganes s'y sont fixés. Plus de 100 000 d'entre eux sont arrivés depuis le 1^{er} janvier 2007, donc en dix mois. Plus de 50 % de la délinquance en Italie est le fait de ces "Roumains". Il entre, par ailleurs, en Italie, chaque année, via l'île de Lampedusa quelque 60 000 immigrés en provenance de Tunisie et de Libye où le colonel Kadhafi reconnaît lui-même que son pays est envahi de "Subsahariens" qui attendent de gagner l'Europe et qui vont finir par y arriver. De façon générale, il est facile, apprend-on, de pénétrer en Europe par l'Italie où l'administration est "laxiste"...

En Grèce, c'est pire et Chypre est l'une des grandes portes de pénétration en Europe.

En France, rien n'a changé. On peut considérer qu'il entre toujours dans notre pays, 350 000 nouveaux immigrés par an, 70 % en provenant d'Afrique. Le nombre des visas accordés n'a pas diminué. Il est toujours de plus de 2 millions – 2 038 000 en 2006 – ce qui prouve que la lutte contre l'immigration déferlante est, comme le reste, purement verbale. A ce propos, il est à noter en passant que la commune d'Aulnay-sous-Bois, dans la Seine-Saint-Denis, a connu quatre jours et nuits de combats de rue entre bandes d'"Afro-Maghrébins" et les forces de l'ordre, selon la presse elle-même. A Villiers-le-Bel, Val d'Oise, c'est plus grave encore. La police, attaquée au fusil, s'est révélée impuissante. Ces émeutes, pour être maîtrisées, relèvent désormais d'unités militaires spécialisées dans le combat de rue, d'autant que se constituent dans les banlieues des stocks d'armes de guerre en provenance des Balkans.

En Allemagne, se trouvent 4 millions de Turcs. Il en arrive chaque jour de nouveaux. Un Allemand me confia que les Turcs islamistes se sentaient beaucoup plus à l'aise pour pratiquer et exercer leurs activités en Allemagne qu'en Turquie musulmane !

En Grande-Bretagne, 50 puissantes associations musulmanes contrôlent des millions de fidèles en majorité pakistanais. On trouve désormais, sous le

sourire de sa gracieuse Majesté, des écoles coraniques où les enfants peuvent être recrutés pour en faire des kamikazes à la voiture piégée.

En Espagne, le sud est envahi par plusieurs millions de musulmans d'origine maghrébine. La reconquête annoncée de l'Andalousie par Al-Qaïda est en bonne voie. De plus, par les Canaries, arrivent chaque année, quelque 50 000 Sénégalais et Maliens, qui sont réconfortés, soignés, nourris et transportés sur le continent où ils reçoivent papiers et pécule, ce qui permet à beaucoup d'entre eux de se retrouver en France, direction Montreuil.

Aux Pays-Bas où vivent de nombreux Maghrébins, Antillais et Indonésiens musulmans, les troubles graves se multiplient. La presse écrit que la situation devient « à la française », c'est-à-dire : magasins pillés, voitures incendiées, affrontements très violents avec les forces de l'ordre.

La Scandinavie n'est pas en reste où l'on observe que, pour être au goût du jour, la Norvège a découvert et recruté, comme ministre de son gouvernement, une femme noire, francophone, originaire de la Martinique.

Il n'y a aucune politique commune européenne d'immigration. L'Espagne et l'Italie ont régularisé des millions de clandestins – formidable appel pour les autres – sans même informer leurs voisins. En revanche, dans les pays de l'Est, pas d'immigrés. Pourquoi ? Parce que les pays de l'Est qui ont subi le communisme et qui donc sont sous-développés, ne distribuent pas allocations, logement, soins et instructions gratuits.

Certains disent qu'il ne faut pas dramatiser. Les grandes invasions du IV^e au VII^e siècles, ne s'en est-on pas finalement arrangé ? Grande ignorance. Il faut savoir en effet que ces invasions n'ont eu qu'un effet limité sur le peuplement de la France naissante. Généralement, en effet, les bandes d'envahisseurs, des pillards, ne comptaient que quelques milliers d'individus qui ne se sont pas fixés en France, sauf les Francs à l'est. De plus, assez rapidement, ces barbares se sont convertis au christianisme, plus exactement l'arianisme. Il est vrai qu'à l'époque, la monarchie mérovingienne ne distribuait pas à ces barbares des allocations de toutes natures en leur déclarant : « *Vous êtes une chance pour la France. Venez nombreux nous rejoindre avec vos grandes et belles familles* ». A l'époque, on avait encore du bon sens.

Et maintenant que va-t-il se passer ? Sur le court et le moyen terme, l'immigration va continuer à déferler. Les troubles qui n'ont jamais été aussi élevés vont continuer à s'étendre et à s'aggraver, et sur le très long terme, l'Europe qui a créé la plus belle civilisation qu'ait engendrée l'humanité, va disparaître.

Christian Lambert □
ancien ambassadeur de France

Face au Réseau Educations Sans frontières : la réplique du Collectif Expulsion sans Frontières !

En exclusivité, l'agence de presse en ligne Novopress a rencontré un des créateurs du Collectif Expulsion Sans Frontières qui vient de naître avec la nouvelle année.

NP : Vous avez lancé lundi 14 janvier le Collectif Expulsion Sans Frontières. De quoi s'agit-il exactement ?

Tout est dans le titre ! Notre sol est occupé actuellement par un nombre indéfini d'immigrés clandestins, mais que les estimations les plus basses fixent à 300 000. Selon les jours, ce sont des centaines ou des milliers de clandestins qui violent nos frontières. Face à cela, les différents gouvernements ont jusqu'alors fait preuve du plus grand laxisme, puisqu'on expulse chaque année moins d'immigrés clandestins qu'il n'en est rentré durant le même laps de temps. Notre Collectif, le CESF, se fixe donc un premier objectif lequel est, dans le cadre de la loi, de soutenir toutes les actions, toutes les procédures, toutes les enquêtes, permettant d'expulser un immigré clandestin.

Mais nous n'entendons pas nous en tenir là. En effet, pour combattre efficacement l'immigration clandestine, il faut agir sur deux autres fronts.

Le premier n'est pas de notre ressort. Il s'agit des mafias qui moyennant finances font entrer chez nous ces clandestins. Il s'agit là d'un travail de police.

Le second, en revanche, relève de tous les citoyens. Il s'agit des groupes de soutien à l'immigration clandestine. Au premier rang de ceux-ci, on trouve le Réseau Education Sans Frontières. Ce groupuscule viole les lois de la République française et notamment l'article L622-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile qui stipule : *"Toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30 000 euros."* Nous entendons donc mener une campagne d'information auprès du plus large public et notamment des parlementaires, pour obtenir la dissolution de ce groupe et, le cas échéant, la condamnation de ses membres ou de ses sympathisants qui auraient contrevenu aux lois.

NP : Faire la chasse aux immigrés clandestins, pour reprendre une terminologie gauchiste, est-ce une priorité pour la mouvance identitaire ou nationale ?

Pour nous, ce qui est prioritaire est de prendre toujours et encore l'offensive. De ne plus subir. Notre initiative est née à Beaune, en novembre dernier, lors de la Convention Identitaire. Deux personnes dans la salle se sont émues de l'action des gauchistes du RESF. Depuis des années, la presse de droite, nationale ou pas, pleurniche de longs articles à ce sujet. La grande presse consacre

d'importants reportages ou articles à leurs actions qui souvent ne rassemblent pas 500 personnes. Nous, nous avons décidé d'agir, avec nos moyens. Nous sommes persuadés que le Collectif peut avoir un écho immense dans le pays. Qu'on soit Identitaire, FN, MNR, MPF ou UMP, ou qu'on ne soit encarté nulle part, il y a un ras le bol général de l'immigration clandestine et un dégoût profond envers les groupes comme le Réseau Education sans Frontières qui violent les lois. Nous allons offrir, cas après cas, la possibilité à ces gens d'agir de manière concertée. A chacun alors de se mobiliser en conscience. Les militants du RESF essaient de pourrir la vie des policiers, des employés des préfectures, des douanes. Nous apporterons notre soutien à ces fonctionnaires et nous ferons savoir aux gens du RESF ce que les Français pensent d'eux...

NP : Quelles sont les motivations du Réseau Educations Sans frontières, selon vous ?

On y trouve de tout et, en fait, pas tant de monde que ça. Du vieux gauchiste à poil dur comme des lycéens manipulés, sans oublier des artistes qui jouent à la charité. La Comtesse de Ségur avait ses pauvres, les Carole Bouquet et autres Emmanuel Béart ont leurs immigrés clandestins. Mais derrière cette fausse charité, cet humanisme de pacotille, on trouve quatre choses. D'abord, la haine de notre identité nationale. Dans ce contexte, pour certains de ces gens là, il faut toujours et encore plus d'immigrés clandestins. Ensuite, une sorte de pathologie politique qui se traduit par l'emploi d'un vocabulaire complètement fou : pour certains, la police de Sarkozy conduirait des rafles dignes de Vichy ! Puis, l'incapacité pour tous ces gens de se rendre compte que la misère existe en France, qu'elle touche souvent des Français de souche, et qu'ajouter de la misère à la misère, relève d'une grave irresponsabilité. Enfin, la plupart de ces gens qui se disent de gauche ne veulent pas voir que les premiers satisfaits de l'arrivée de clandestins sont les patrons voyous avides à la fois d'une main d'œuvre exploitable au noir mais aussi d'une main d'œuvre régularisable capable de faire pression à la baisse sur les salaires.

NP : Un vœu pour cette année qui commence ?

Oui, un maximum d'expulsions et l'interdiction des groupes gauchistes de soutien.

Pour en savoir plus : www.expulsionsansfrontieres.org.

**Téléchargez les précédents numéros
de Reconquista sur le site Internet :
www.reconquista.info**